

LUCIE BRICE MANSENCAL, SANDRA HOIBIAN, VICTOR PRIEUR, CRÉDOC ; DENIS PESCHANSKI, CNRS ; FRANCIS EUSTACHE, EPHE/INSERM/UNICAEN

Les attentats du 13 novembre 2015, un marqueur de la mémoire collective

Dans le cadre du programme d'études 13-Novembre dont l'objet est de comprendre les liens entre mémoire individuelle et mémoire collective d'un événement traumatique, piloté par le CNRS, l'Inserm et h3Sam Université, soutenu par les Investissements d'Avenir et associant 31 partenaires, le Crédoc a réalisé en juin 2016 et en juin 2018 une enquête sur les attentats du 13 novembre 2015, leur mémorisation et leur perception par la société française.

Près de trois ans après les faits, 70 % des Français considèrent que ces attentats figurent parmi les actes terroristes qui les ont le plus marqués depuis l'an 2000. Cette proportion a légèrement diminué en l'espace de trois ans, mais reste élevée et plus importante que pour d'autres événements tragiques plus récents. Les opinions et profils des personnes exprimant une certaine distance par rapport à l'événement témoignent, en creux, du caractère central de celui-ci, car elles révèlent plusieurs signes de difficulté, voire de rupture avec la société. La mémoire des circonstances dans lesquelles chacun a appris la nouvelle reste vivace, signe d'un fort choc émotionnel qui explique que l'événement agisse aujourd'hui comme un marqueur temporel entre un « avant » et un « après », à l'instar de ceux du 11 septembre aux États Unis. Ces premiers résultats sont appelés à être suivis en 2021 et en 2026.

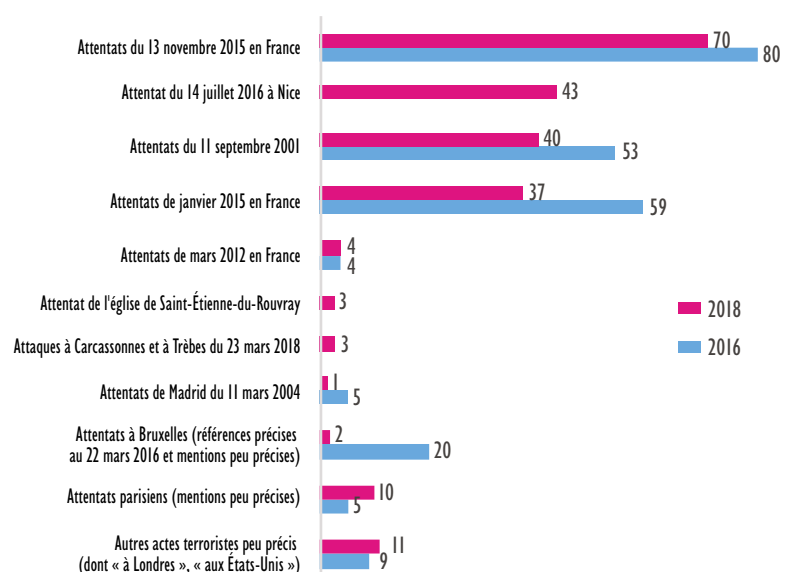
> L'attentat terroriste le plus marquant depuis l'an 2000

Dans la soirée du 13 novembre 2015 plusieurs attaques terroristes ont été perpétrées en région parisienne. Ces attentats, revendiqués par l'organisation terroriste Daech, touchent plusieurs lieux : les abords du stade de France à Saint-Denis, où se joue le match de football France-Allemagne auquel assiste le président de la République ; des terrasses de cafés et de restaurants des 10^e et 11^e arrondissements de Paris ; et la salle de spectacle du Bataclan où des individus armés ouvrent le feu sur les spectateurs d'un concert de rock. Le bilan officiel des victimes fait état de 130 morts et de 683 blessés.

Ces attentats sont les plus meurtriers perpétrés en France depuis la guerre d'Algérie et secouent l'ensemble du pays. L'état d'urgence est instauré, des hommages sont rendus dans de nombreux pays, des débats sont

7 PERSONNES SUR 10 CITENT SPONTANÉMENT LES ATTENTATS DU 13 NOVEMBRE COMME LES ACTES TERRORISTES LES AYANT LE PLUS MARQUÉS DEPUIS L'AN 2000

« Pouvez-vous citer les actes terroristes commis dans le monde ou en France qui vous ont le plus marqué depuis l'an 2000 ? » (3 réponses possibles)



Source : CRÉDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, juin 2016 et 2018.

initiés sur la déchéance de nationalité des terroristes binationaux... Interrogés près de trois ans après les faits, en juin 2018, à travers une question « ouverte », c'est-à-dire sans réponses prédéfinies, 70 % des enquêtés citent spontanément ces actes terroristes comme ceux les ayant le plus marqués depuis l'an 2000.

Les résultats de 2016 et de 2018 confirment des effets temporels et géographiques très intuitifs. La population se dit davantage frappée par des actes terroristes relativement récents (2015 et 2016) et commis sur le sol national, loin devant des attaques ayant touché d'autres villes et pays (Madrid, Bruxelles, Orlando, Istanbul, etc.).

Les attentats de mars 2016 en Belgique, cités à hauteur de 20 % dans l'enquête de juin 2016, ont quasiment disparu dans celle de juin 2018. Les attentats du 11 septembre 2001, plus anciens et s'étant produits à l'étranger, sont cités très souvent et font donc, à double titre, figure d'exception. Probablement parce qu'ils se sont produits au tournant du siècle (ce qui correspond à l'intitulé de la question), et que le nombre de victimes a été important ; mais surtout parce qu'ils ont été le séisme initial d'une nouvelle vague d'attaques terroristes liées à Al-Qaïda et dont les attentats d'Atocha et de Londres forment les « répliques ». Ils sont fortement liés dans les discours politiques et médiatiques à l'ouverture d'une nouvelle ère de « guerre au terrorisme » qui aura notamment de nombreuses conséquences sur le plan international.

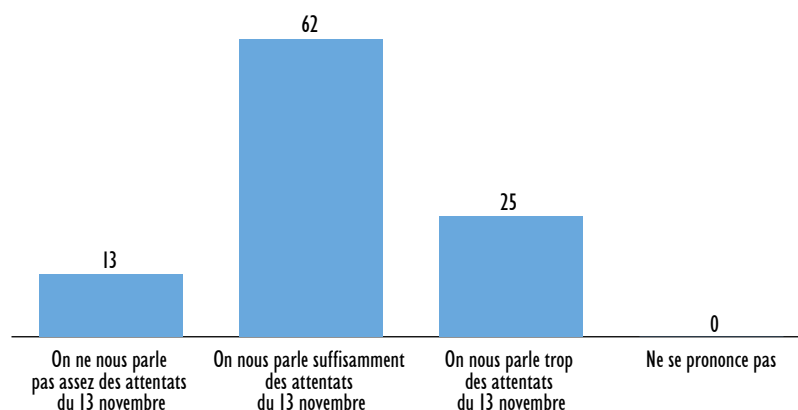
UN TRAVAIL SUR LA MÉMOIRE COLLECTIVE

L'objectif de l'enquête du Crédoc n'est pas de hiérarchiser la gravité des différents actes terroristes, chaque mort, chaque blessé étant à lui seul une perte incommensurable. Comme l'exprime le poète Robert Desnos, « L'univers meurt chaque fois que meurt un homme ». Il s'agit plutôt d'identifier, puis de chercher à comprendre, comment se construit la mémoire collective, quelles places y occupent les différents événements, comment évoluent ces places dans le temps selon différentes catégories de population, et quels sont les facteurs qui concourent à focaliser la mémoire d'une société sur un événement en particulier.

La mémoire collective est une représentation sélective du passé qui participe à la construction identitaire d'un groupe, segment d'une société ou société dans son ensemble. En d'autres mots, la mémoire des événements, la place qu'occupe chacun d'entre eux dans cette mémoire à la fois individuelle et collective disent beaucoup de l'identité d'une société, de ses valeurs, et de ce qui rassemble ou sépare ses membres.

UN QUART DES RÉPONDANTS ESTIMAIENT, EN JUIN 2016, QU'ON PARLAIT TROP DES ATTENTATS DU 13 NOVEMBRE

« À propos des attentats du 13 novembre 2015, diriez-vous ? » (en %)



Champ : ensemble des répondants, résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.

Source : CRÉDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, juin 2016.

Lecture : 62 % des répondants pensent qu'on leur parle suffisamment des attentats du 13 novembre.

L'enquête du Crédoc laisse supposer que les attaques du 13 novembre pourraient jouer un rôle de marqueur mémoriel de même nature, auprès des Français pour le moins. Même si le temps a quelque peu érodé son impact, les attaques du 13 novembre restent, en juin 2018, beaucoup plus souvent citées que d'autres événements tragiques et ayant tous une forte charge symbolique : l'attentat de Saint Étienne du Rouvray le 26 juillet 2016 qui a pour conséquence la mort d'un prêtre, l'attentat au camion-bélier du 14 juillet à Nice, lors de la Fête Nationale, faisant 86 morts et 456 blessés, ou les attaques survenues à Carcassonne et à Trèbes le 23 mars 2018 qui donnent lieu notamment à un hommage national au lieutenant-colonel Beltrame. Autant d'événements pourtant tous survenus sur le sol national postérieurement au

13 novembre 2015. Toutefois, si la référence à Nice est élevée, on ne peut pas encore dire si elle restera durablement à ce niveau.

> Un événement qui a marqué toutes les catégories sociales

En 2018, dans certaines catégories (hauts revenus, diplômés du supérieur, habitants d'Île-de-France, cadres et professions intellectuelles), les taux de citation du 13 novembre sont encore très élevés et avoisinent pour certains les 80 % (contre 70 % en moyenne). Mais quelles que soient les classes d'âge, les catégories professionnelles, les niveaux de revenus, de diplôme ou les sexes, les attaques du 13 novembre arrivent systématiquement en tête des événements cités. Même la distance géographique ne vient pas bouleverser la hiérarchie. 63 % des habitants de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, par exemple, citent les événements du 13 novembre comme les ayant plus marqués, devant la tuerie de la promenade des Anglais à Nice (50 %). Une minorité de la population (20 % sept mois après les événements, 30 % aujourd'hui) affiche donc une certaine distance avec le 13 novembre et ne cite pas ces événements parmi les actes terroristes qui les ont le plus marqués. Le temps a semble-t-il un effet sur la précision des réponses

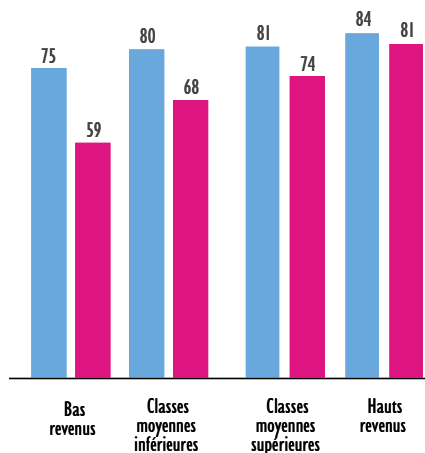
des personnes les plus à distance. En juin 2016, les hauts revenus semblaient déjà plus affectés par le 13 novembre. Trois ans après les faits, l'écart se creuse : les bas revenus sont nettement moins nombreux à citer précisément les attentats du 13 novembre. Et ils formulent plus souvent des citations imprécises comme les « attentats de Paris » ou juste « Paris ». En juin 2016, un quart de nos concitoyens estimaient déjà que la place des attentats dans la sphère publique était trop importante. Les opinions et profils des personnes exprimant une certaine distance par rapport à l'événement témoignent, en creux, du caractère central de celui-ci. Ils révèlent plusieurs signes de difficulté, voire de rupture avec la société : ces personnes déclarent un peu plus souvent faire partie des « défavorisés », 22 % signalent un mauvais état de santé par rapport aux personnes de leur âge (contre 15 % chez celles qui estimaient qu'on parle « suffisamment » de l'événement), ont peu accès aux loisirs (par exemple 45 % d'entre elles ne vont jamais au cinéma contre 30 %), 43 % n'ont pu partir en vacances au cours de l'année contre 35 %) ; elles expriment aussi une forme de méfiance généralisée (par exemple 31 % déclarent n'avoir pas confiance dans les administrations contre 20 %) et appellent un peu plus souvent de leurs vœux un changement radical de la société française. Ce sont plus souvent des non-diplômés : 19 % contre 14 %.

> Les Français se souviennent bien des circonstances dans lesquelles ils ont appris l'événement

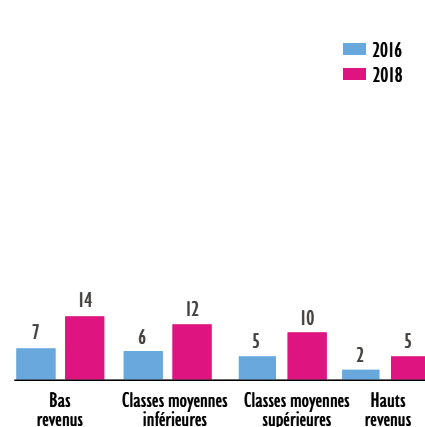
Autre signe de l'empreinte mémorielle, la mémoire des circonstances de prise de connaissance de l'événement, que les chercheurs appellent « souvenir flash » (voir encadré), reste élevée. Plus de neuf Français sur dix se souviennent du lieu dans lequel ils étaient au moment où ils ont appris les attaques (93 %), la plupart du temps à leur domicile. 87 % se rappellent avec quelle personne ils en ont parlé en premier :

LES HAUTS REVENUS SONT PLUS TOUCHÉS PAR L'ÉVÉNEMENT ET LEUR MÉMOIRE RESTE PLUS PRÉCISE

Citation du 13 novembre 2015 parmi les actes les ayant le plus marqués depuis l'an 2000 selon le niveau de revenus



Citation d'attentats parisiens « sans précision » parmi les actes les ayant le plus marqués depuis l'an 2000 selon le niveau de revenus



Guide de lecture : en 2016 et en 2018, plus de 80 % des hauts revenus ont cité les attentats du 13 novembre 2015 parmi les actes les ayant le plus marqués depuis l'an 2000.

Source : CRÉDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, juin 2016 et 2018.

le plus souvent quelqu'un de la famille proche. Plus de neuf Français sur dix (94 %) se rappellent par quel biais ils ont été informés : massivement par les médias (78 %) : télévision, radio, sites d'information, beaucoup plus rarement (6 %) par les réseaux sociaux.

Sur ces différents points, la mémoire s'érode un peu mais reste élevée puisqu'au total en juin 2018, 84 % des personnes interrogées se rappellent à la fois comment ils ont pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015, où ils étaient quand ils ont appris les faits

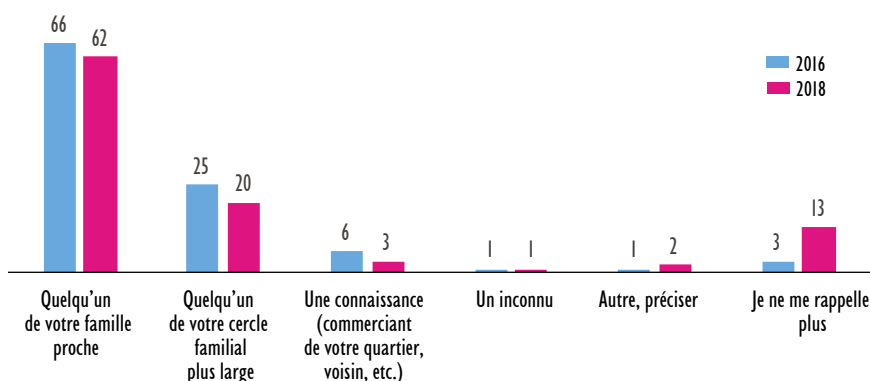
et quelle a été la première personne à laquelle ils en ont parlé.

> Pourquoi le 13 novembre occupe-t-il cette place dans la mémoire collective ?

Comment expliquer qu'aujourd'hui cet événement se détache dans la chaîne d'attentats terroristes ayant frappé le pays à quelques années d'intervalle ? Plusieurs pistes peuvent être avancées. Le nombre de victimes semble jouer un rôle important. Plus les personnes inter-

SEULS 13 % DES FRANÇAIS NE SE RAPPELLENT PLUS LA PREMIÈRE PERSONNE À QUI ILS ONT PARLÉ DE CES ATTENTATS

Quelle a été la première personne à qui vous avez parlé de ces attentats, après avoir été mis à l'abri pour ceux ou celles directement impliqués ? (en %)



Champ : ensemble des répondants, résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.

Source : CRÉDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, juin 2018 et juin 2016.

rogées évoquent un nombre de morts élevé pour les attentats du 13 novembre, et plus elles placent cet événement en tête de ceux les ayant marquées.

Les lieux des attaques, en plein cœur de Paris, jouent probablement un rôle. Jérôme Truc (CNRS) explique que « *si l'on a pu, par le monde, s'identifier aux victimes des attentats de New York, Madrid et Londres, et plus récemment de Paris, c'est parce que ces villes ne sont pas simplement des entités géographiques et sociales parmi d'autres, mais également des entités psychiques, qui incarnent certaines valeurs. [...] telles que la liberté la tolérance, la justice ou la paix.* ». Alors que les attaques de Toulouse en mars 2012, ou de Paris en janvier 2015 pouvaient sembler viser des communautés « préétablies » et possiblement identifiées par les terroristes (journalistes engagés, juifs, policiers), les attaques du 13 novembre semblent créer une forme de conscience de communauté de modes de vie, voire de valeurs. L'attentat de Nice, le 14 juillet est lui aussi marqué par un nombre de victimes important, qui plus est le jour officiel de rassemblement de la nation. Mais il pourrait être perçu comme une réplique d'une vague terroriste pouvant toucher des personnes sans identité revendiquée qu'elle soit religieuse ou politique.

L'impact de la médiatisation du 13 novembre sur sa mémorisation est, aujourd'hui, difficile à mettre à jour. Les travaux de l'INA ont montré une cou-

verture médiatique exceptionnelle et immédiate : 14% du temps d'antenne est consacré aux attentats entre le 14 et le 20 novembre sur les chaînes hertziennes historiques (TF1, France 2, France 3, France 5, Canal+, M6 et Arte). Mais il n'existe pas à ce jour de travail comparatif permettant de déceler une « surmédiatisation ». Et au-delà, se pose la question de l'effet et de la cause : les médias parlent-ils plus d'un événement car celui-ci touche plus la population, ou la population est-elle plus touchée car les médias en parlent davantage ?

Enfin, le regard porté par l'État et les réactions et hommages nationaux jouent probablement un rôle. Après les attentats de Toulouse (mars 2012), la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) privilégie la voie du loup solitaire et estime que le terroriste s'est radicalisé seul, sans appartenance à un réseau. L'événement est décrit, d'une certaine manière, comme

isolé. Les attentats de janvier 2015, qui restent gravés dans la mémoire collective via l'expression « Je suis Charlie », sont suivis de marches dans toute la France, voire dans le monde entier, qui se déroulent à l'appel de nombreuses organisations citoyennes, et les gouvernements de différents pays présents n'en sont pas à l'initiative. Le 13 novembre n'est pas suivi de manifestations de telle ampleur, les citoyens ayant été appelés à rester chez eux pour des questions de sécurité. Mais le caractère exceptionnel et médiatisé de l'état d'urgence, décrété après, constitue probablement en lui-même un marqueur de l'importance de l'événement pour la population. Les précédents attentats ayant été perpétrés en France n'ont pas déclenché une réaction aussi forte de la part de la puissance publique. Mais il est probablement encore trop tôt pour expliquer tous les ressorts de la place du 13 novembre 2015 dans la mémoire collective. ■

L'ENQUÊTE DU CRÉDOC CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS

Les résultats présentés dans ce document sont issus de l'exploitation des questions dans le dispositif permanent d'étude des « Conditions de vie et Aspirations » du Crédoc en juin 2016 et juin 2018, mené en face-à-face auprès d'un échantillon représentatif de 2000 personnes, âgées de 18 ans et plus, sélectionnées selon la méthode des quotas. Un redressement a été effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale. L'interrogation portant sur ces événements fera l'objet d'un suivi dans la durée (deux ans après la première enquête, puis cinq et dix ans après), afin d'apporter des éléments de contexte sur le processus de mémorialisation des attentats du 13 novembre dans la société française. Elle contribue ainsi au programme de recherche transdisciplinaire 13-Novembre qui étudie la construction et l'évolution de la mémoire de ces attentats en pensant l'articulation entre mémoire individuelle et mémoire collective.

Pour en savoir plus

- > « 13-Novembre : un vaste programme de recherche transdisciplinaire sur la construction de la mémoire », Francis Eustache, Denis Peschanski, Éditorial, *Médecine/Sciences*, 2017, 33 : 211-2
- > « Les attentats nous terrorisent-ils ? L'impact des attentats du 13 novembre 2015 sur l'opinion publique », Gaspard Bianquis, Laura Castell, *Les dossiers de la DRESS*, 2018, n° 24
- > « 2016 à Paris comme ailleurs : Fluctuat nec mergitur », Lucie Brice, Patricia Crouette, Émilie Daudey, Nelly Guisse, Sandra Hoibian, Franck Lehuédé, *Note de conjoncture du Crédoc*, Paris, 2016
- > Attentats du 13 novembre : la saturation des écrans TV - Clément Malherbe, INA, publié le 07/11/2016 : <https://www.inaglobal.fr/television/article/attentats-du-13-novembre-la-saturation-des-ecrians-tv-9355> (Consulté le 16/10/2018)
- > *Sidérations. Une sociologie des attentats*, Jérôme Truc, PUF, 2016